

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 29/001/2007 (Public)
Bulletin n° : 123

Embargo : 2 juillet 2007 1h00 TU

Salvador. L'enquête sur l'assassinat d'un couple de personnes âgées ne progresse pas : les militants sont en danger

Les autorités du Salvador ne mènent aucune enquête digne de ce nom sur l'assassinat sauvage, il y a un an, d'un couple de militants politiques. Cette attitude ouvre la porte à de nouveaux actes de violence contre ceux qui osent critiquer le gouvernement, a déclaré Amnesty International ce lundi 2 juillet 2007.

Francisco Antonio Manzanares, soixante-dix-sept ans, et Juana Monjarás de Manzanares, soixante-quinze ans, ont été retrouvés morts à leur domicile, dans le département de Cuscatlán, le 2 juillet 2006. Selon les informations recueillies, ils avaient été égorgés. De la chaux avait été étalée sur leur visage et certains éléments indiquaient qu'on avait tenté d'incendier leur corps et de détruire la scène du crime. Il a également été constaté que rien n'avait été dérobé dans la maison, ce qui indique que ces homicides n'ont pas été commis lors d'un cambriolage.

Cela fait des dizaines d'années que la famille Manzanares Monjarás, dont plusieurs membres appartiennent au parti d'opposition *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN, Front Farabundo Martí pour la libération nationale), est engagée politiquement. Lorsqu'ils ont été assassinés, cela faisait plusieurs années que Francisco Antonio Manzanares et Juana Monjarás de Manzanares étaient menacés en raison de leurs activités politiques. Leur fille Marina a également fait l'objet de menaces. Quelque temps avant sa mort, Juana avait reçu un colis contenant des os et un message disant que ceux de sa fille lui seraient bientôt envoyés par la même voie.

Le 8 octobre 1996, le fils de Juana et de Francisco, également prénommé Francisco, avait été lui aussi victime d'un homicide. Les circonstances indiquent qu'il a probablement été tué en raison de ses activités politiques. Marina est quant à elle toujours la cible de menaces.

« Jusqu'où doit aller la violence contre les militants politiques pour que les autorités du Salvador décident d'y prêter attention ? », a déclaré Guadalupe Marengo, directrice adjointe du Programme Amériques d'Amnesty International.

« L'assassinat sauvage de Francisco et de Juana a été commis à la manière des escadrons de la mort qui opéraient dans le pays dans les années 1980 et qui, craignent les organisations salvadoriennes, sont réapparues. Par ailleurs, la réaction des autorités est le reflet des années d'impunité qui ont suivi la fin du conflit armé. »

Dans une lettre adressée en mars 2007 au procureur général du Salvador, Amnesty International a demandé qu'on lui précise quelles investigations avaient été menées sur la mort de Francisco et de Juana Manzanares et quelles mesures de protection avaient été prises en faveur de Marina Manzanares. Plus de trois mois se sont écoulés et Amnesty International n'a toujours pas reçu de réponse.

L'organisation demande aux autorités salvadoriennes d'activer sans plus tarder les investigations sur l'assassinat de Francisco et Juana Manzanares, et de mettre en place des mesures de protection en faveur des militants politiques.

« Les autorités du Salvador doivent se conformer à leurs engagements en matière de droits humains, et par conséquent respecter et protéger le travail des militants politiques. Il n'y a pas de démocratie sans dissidence. »

/FIN